

## Ben Laden, victime collatérale de la crise des subprimes !



*Le 15 septembre 2008, la banque New-yorkaise Lehman Brothers Holdings Inc. se déclare en faillite, à la suite de la crise des subprimes. Il s'en suit une crise mondiale rapide et brutale, d'abord financière, puis économique, diplomatique, politique et sociale. Les révoltes dans le monde arabe de ces derniers mois sont une des conséquences de la récession économique sans précédent depuis 1925 qui malmène les économies fragiles. Naturellement, les équilibres géopolitiques de la région s'en trouvent bouleversés et en Tunisie, comme en Egypte, de nouveaux dirigeants ont pris le pouvoir.*

*La période était donc favorable à l'annonce par les Américains de la capture – ou de la mort- du plus célèbre et maléfisant terroriste du XXIème siècle. A moins que les revendications des peuples de la région – et la crainte d'une intervention occidentale à l'instar de ce qui se passe en Libye – n'aient poussé certains dirigeants régionaux à négocier de précieuses informations qu'ils auraient pu détenir.*

« Got him ! » pouvait-on lire à la une de certains journaux américains aujourd'hui, tandis que des milliers de personnes se pressaient devant la Maison Blanche ou sur le site New-Yorkais de Ground Zero, pour exprimer leur joie. Etranges manifestations, certes spontanées mais qui célèbrent la mort d'un homme peu recommandable, et qu'on avait plutôt l'habitude de voir d'un œil réprobateur dans les pays arabes.

Le chef d'Al Qaida est décédé, victime collatérale de la crise des subprimes même si je doute de la pertinence de reconnaître ce mérite aux grands argentiers qui ont mis nos sociétés à genoux, au nom du profit sans borne. En effet, les crises modernes sont complexes, dangereuses et imprévisibles non seulement dans leur déclenchement mais aussi dans leur évolution.

En septembre 2008 ( sept ans presque jour pour jour après les attentats sur le sol américain), une banque américaine fait donc faillite, suivie bientôt d'autres, et le commun des mortels découvre avec stupeur et incrédulité de nouvelles fléaux : subprimes, actifs pourris, hedge funds...La mondialisation fait alors la moitié du travail, en donnant à la crise un impact transfontalier immédiat. L'interconnexion des différents secteurs d'activités fait l'autre moitié : la crise initialement financière devient rapidement économique, puis sociale (avec son lot de nouveaux chômeurs et de propriétaires à la rue), diplomatique (certains pays cherchant à jouer « personnel », au moins dans un premier temps, comme l'Allemagne) et politique (car les oppositions nationales mettent en cause les actions des gouvernements ).

Cette vague déstabilisante touche violemment une Europe peinant à relancer sa croissance économique et partenaire économique majeur des USA, puis, par contre-coup, les pays en voie de développement dont les économies sont fragiles et dépendent pour beaucoup des aides des grandes puissances. Les pays émergents, quant à eux, s'en sortent plutôt bien, de même que la grande Chine dont le taux de croissance reste insolemment élevé. Soudain, le centre de gravité géopolitique et économique passe de l'Atlantique au Pacifique. Quant au grand perdant, c'est le continent africain, comme d'habitude. L'Afrique noire, où les vieilles querelles ressurgissent et s'amplifient, sur fond d'idéologie religieuse, mais aussi l'Afrique du Nord où une jeunesse nombreuse, imprégnée du mode de vie occidental mais désœuvrée, n'accepte plus les privations de liberté et la spoliation des richesses par quelques gérantes. La Tunisie s'emflamme, suivie de l'Egypte, du Yémen, de la Syrie, du Bahreïn...Pour les deux premiers, le choc est si soudain que ni les dictateurs locaux, ni les gouvernants occidentaux ne voient, pour les uns la menace, pour les autres l'opportunité. Aussi, il n'est pas question de laisser passer la révolte en Libye, d'autant plus que plusieurs présidents en exercice ont un contentieux avec l'arrogant Colonel Kadhafi. Hélas, aucune révolte ne ressemble à une autre et la crise libyenne suit son cours.

Bien malin celui qui peut dire comment elle finira. Ce qu'il y a de sûr, c'est que lorsqu'une région toute entière s'embrace, mieux vaut ne pas être parmi les premiers peuples à se soulever, ni parmi les derniers. Les Syriens de Deera, les Yéménites de Sanaa ou les citoyens du Bahreïn en savent quelque chose !

Mais en quoi ces profonds changements ont pu favoriser la chute d'Oussama Ben Laden ?

Essayons de lier les deux événements en postulant que la présence du chef d'Al Qaida dans une ville pakistanaise de plusieurs millions d'âmes, pas toutes acquises à sa cause, confortablement installé à deux pas d'une académie militaire, n'a pas pu passer inaperçue aussi longtemps. Le téléphone arabe, au minimum, a dû fonctionner. On savait ! Certes, le chef terroriste avait si ce n'est la faveur, du moins une image positive de Robin des Bois sanglant dans l'esprit de nombreux habitants, simplement parce qu'il s'opposait à la toute puissante Amérique. Certes, la tradition musulmane veut que lorsqu'on accueille un hôte, on lui accorde gîte, couvert et protection tant qu'il est sous son toit. Mais comment imaginer un seul instant que ni les policiers, ni les militaires, ni les informateurs du pouvoir pakistanais n'aient pu se rendre compte de la présence d'un personnage aussi important ?

Le Pakistan, souvent taxé de laxisme, voire de complicité, à l'égard des terroristes d'Al Qaida et des Talibans va devoir se racheter une conduite et, à n'en point douter, les arrestations vont se multiplier dans les jours à venir.

Emettons une hypothèse : Oussama Ben Laden, à l'abri dans sa villa cossue, nichée au cœur d'une ville importante du pays, a été donné. Mais alors, par qui ?

Par les anciens révoltés devenus nouveaux gouvernants de leurs pays, comme un gage de bonne volonté ?

Par un dictateur régional, contre la promesse des Américains de ne pas soutenir le printemps arabe qui tente de le renverser ?

Quoiqu'il en soit, les conséquences de cette décapitation soudaine et brutale sont prévisibles : recrudescence des attentats dans les pays occidentaux ou ceux jugés complices ; déplacement du centre de gravité terroriste de l'Afghanistan vers le Maghreb où, à n'en point douter, AQMI reprendra le flambeau du leader défunt ; retrait d'Afghanistan des troupes occidentales car cette mort constitue une preuve symbolique mais tangible du succès de la mission. En effet, plus rien ne s'oppose désormais à un désengagement honorifique des USA et de leurs alliés (*job is done* !)

En fin de compte, Oussama Ben Laden aura été la victime collatérale de la crise des subprimes car, en déstabilisant les économies du monde, les apprentis-sorciers de la finance ont créé de nouveaux centres d'intérêts, de nouveaux enjeux. Ils ont fait du chef d'Al Qaida, un *has been* !

Sur certaines pancartes devant la Maison Blanche, on pouvait lire les mots « Obama : 1 – Oussama : 0 ». Avantage donc, à l'Amérique d'un Président jugé pourtant timoré par les Républicains dans sa lutte contre le terrorisme. Mais le match retour risque d'être âprement disputé car les disciples de Ben Laden ne comptent pas en rester là. Le seul hic, mais il y est de taille, est que, dans ce genre de rencontre, celui qui est sûr de ne jamais gagner, c'est le spectateur. Les gouvernants vous répondront que c'est dommage... dommage collatéral !

Thierry Fusalba, le 03 mai 2011